Mouvement socialiste (12 mars 1882)

Le Droit social

12 mars 1882

Table des matières

Programme du groupe communiste anarchiste l'Alarme, et du comité exécutif révolutionnaire de propagande la Trique. 7
Cercle d'études sociales, les opprimés d'Annonay. 8
Groupe Anarchiste Révolutionnaire « La Torche » 10

Lyon. — Nos amis auront pu s'étonner que nous soyons resté jusqu'à ce jour sans indiquer d'une façon sérieuse la situation du parti révolutionnaire lyonnais.

Ce retard a été motivé par plusieurs raisons : d'abord, la quantité d'articles et d'adresses de nos amis de tous les groupes de France ; d'autre part, il fallait connaître l'attitude des fractions du parti révolutionnaire vis-à-vis du *Droit social*.

Aujourd'hui ces deux points sont résolus ; nos correspondants ont indiqué à grand trait la situation des groupes révolutionnaires dans leur localité respective, et l'attitude des groupes lyonnais vis-à-vis de nous s'est assez dessinée pour que nous portions un jugement non téméraire.

⁂

Le parti révolutionnaire socialiste est fractionné, comme dans tous les grands centres, en trois partis : les Collectivistes, Blanquistes et Anarchistes.

Le premier, fondé à la suite du Congrès de Marseille, eut pendant quelque temps une force réelle ; des hommes dévoués et quelques intelligences supérieures avaient réussi à grouper autour de ce parti ouvrier une quarantaine de groupes : Chambres syndicales, Cercles d'études, etc.

Cette organisation s'est écroulée avec une rapidité bien plus grande que celle qui avait présidé à sa formation. Le programme minimum fut le point de départ de la désorganisation venant d'hommes connus et estimés. Il fut accepté par le parti ouvrier et par l'administration du journal *Le Droit social.* Aussitôt quelques délégués plutôt radicaux que socialistes se retirèrent trouvant ce programme trop révolutionnaire ; quelques mois plus tard, le Congrès de la région de l'Est siégeant à Lyon, détermina de la part d'un certain nombre de révolutionnaires, une lutte contre ce programme qui, suivant eux, ne contenait plus les aspirations de l'avant garde du parti socialiste. Le programme minimum ne fut ni approuvé, ni rejeté, mais renvoyé au Congrès du Havre, c'était le signal de la lutte qui s'accentuait jusqu'à la nomination des délégués à ce Congrès.

Les deux délégués élus furent choisis dans la fraction la plus révolutionnaire, celle qui combattait le programme minimum et surtout le suffrage universel.

La scission était imminente, elle se produisit. Le parti ouvrier se réorganisait avec le programme du Congrès du Havre, le parti socialiste révolutionnaire s'organisait prenant comme but le communisme anarchiste avec la formule : chacun selon ses forces, chacun selon ses besoins ; il rentrait dans la lutte en préconisant l'abstention du bulletin dans les élections municipales.

C'était le début. Ce fut un tollé général. Politiciens de toute catégorie, depuis les opportunistes jusqu'aux socialistes, ne trouvaient plus assez d'injures pour ces gêneurs qui venaient déclarer au peuple que l'époque du charlatanisme était passée, qu'il fallait, en attendant qu'il se débarrasse de ses maîtres, commencer à ne pas les choisir lui-même.

Cette attitude anti-électorale amena la retraite de quelques citoyens qui s'intitulèrent blanquistes. Tel est à peu près l'historique impartial du parti révolutionnaire.

Aujourd'hui, la situation est bien tranchée. Le parti ouvrier se compose de quatre-vingts à cent membres, dont la plupart sont révolutionnaires, et certainement quand le moment sera venu, ils feront cause commune avec les autres fractions du parti socialiste. Le groupe blanquiste, au début de sa formation, avait réussi à grouper vingt ou vingt-cinq membres, en partie des jeunes gens intelligents et dévoués. Ce groupe s'est désagrégé et nous croyons que c'est l'influence néfaste de deux individus que nous ne nommerons pas, mais qui se reconnaîtront par l'explication que nous allons donner de leur conduite, qui ont amené la destruction de ce groupe qui, de vingt-cinq membres au début, est descendu aujourd'hui à un chiffre trop peu nombreux et ne possédant pas les éléments nécessaires

pour affronter la lutte dans les réunions ; tous leurs efforts se sont tournés contre la fédération socialiste révolutionnaire, discutant chaque personnalité, jasant à l'oreille des indifférents ou de ceux qui ne sont pas encore ralliés aux idées révolutionnaires : méfiez-vous de celui-là, c'est un mouchard, c'est un voleur, c'est un traître. Cette tactique, très honorable sans doute pour les jésuites, révolta la conscience de la grande majorité de ce groupe qui s'en sépara et se joignit à la fédération socialiste révolutionnaire, c'est-à-dire à ceux qui étaient en butte à leurs calomnies.

La fédération révolutionnaire, sans se déclarer anarchiste, l'est de fait ; préconisant l'abstention dans toutes les élections, combattant toute autorité, qu'elle soit politique ou économique. Elle s'est fait place dans Lyon, par affiches, placards et réunions, elle a contribué à cette évolution dans l'esprit des travailleurs lyonnais qui, il y a deux ans, auraient jeté par les fenêtres ceux qui auraient parlé révolution et qui aujourd'hui appellent tous les candidats des sauteurs et n'applaudissent guère que les théories et moyens révolutionnaires.

La fédération contient à peu près cinq à six cents membres groupés par sections. Mais sans exagération, nous affirmons que son action se ressent sur la masse des travailleurs ; nous pouvons donc dès aujourd'hui profiter d'une circonstance.

Nous sommes prêts.

⁂

Samedi soir, le Parti Ouvrier, avait organisé une Conférence publique et contradictoire, salle de l'Élisée, place des Victoires, (Guillotière).

Les conférenciers étaient les citoyens **Guesde** et **Brugnot.**

La parole est au citoyen **Guesde** qui s'élève avec une grande énergie contre l'exploitation que subit la classe ouvrière, après avoir démontré la nécessité de supprimer la propriété individuelle cause du salariat.

Il passe en revue les moyens d'organisation que la classe ouvrière pourrait employer pour se grouper.

La grève est suivant lui, stérile en tant qu'organisation, seul le bulletin de vote peut permettre aux travailleurs de se grouper en une force compacte qui opposera la centralisation à la centralisation, la discipline à la discipline, la dictature ouvrière à la dictature bourgeoise.

Le citoyen Brugnot, comme le citoyen Guesde combat la grève comme moyen d'agitation, et ne trouve que le bulletin de vote pour organiser les forces ouvrières et conquérir le pouvoir politique, qui pourra supprimer le salariat.

Le compagnon Bonnot demande au citoyen Guesde, si ce n'est pas le bulletin de vote qui a motivé la scission qui existe dans le Parti ouvrier.

Le citoyen Guesde déclare ne pas vouloir discuter les causes de cette scission, le parti ouvrier étant appelé à trancher ce différend. Il demande des contradicteurs pour discuter l'organisation de l'émancipation ouvrière par le bulletin de vote.

Le compagnon Bernard, des groupes révolutionnaires, déclare ne pas combattre de parti-pris les théories du citoyen Guesde, qu'il ne demanderait pas mieux que d'être converti ; réduit à sa plus simple expression la différence existant entre les collectivistes et les anarchistes, en déclarant que collectivistes et anarchistes reconnaissent nécessaire la suppression de la propriété individuelle, suppression qui ne peut être accomplie que par la force, que les collectivistes comme les anarchistes reconnaissent que l'idéal d'une société ne repose pas sur l'autorité mais bien sur la liberté.

Il n'existe donc entre ces deux fractions du parti révolutionnaire qu'une tactique différente. Le compagnon Bernard combat le suffrage universel et dit, que le citoyen Guesde,

en déclarant dans un de ses articles, que les sociétés groupées entre elles étaient le plus grand commun diviseur des forces ouvrières, aurait dû appliquer cette appréciation au suffrage universel. Comment créer un parti sérieux quand il y a place pour des supérieurs qui se disputent la conquête de cette position. Comment grouper les travailleurs pour faire la révolution, si on leur parle sans cesse du bulletin de vote.

Vous combattez la grève, dit-il, et cependant c'est un terrain de lutte qui, mieux que tout autre action, démontre l'antagonisme des intérêts, et si aujourd'hui des ouvriers ne sont assujettis qu'à dix heures de travail, c'est à la grève qu'ils le doivent et non à l'élection.

Le citoyen Guesde déclare ne pas combattre les grèves, mais seulement leur impuissance à grouper les travailleurs. La lutte de classe, au contraire, faite sur le terrain politique, permet dès aujourd'hui d'organiser les forces ouvrières qui pourront s'emparer de l'autorité gouvernementale. Il cite les *trades unions* d'Angleterre qui purent, par une organisation centralisée, lutter avec succès contre le capital, les grévistes de Roanne qui, par la nomination d'une commission de vingt-deux membres, ont créé un véritable gouvernement ; il ajoute que la propagande par le fait, ne se produisant que par des actes isolés, ne peut rien produire.

Le compagnon Bernard s'étonne que le citoyen Guesde ne réponde pas à cette question posée : oui ou non le suffrage universel n'amène-t-il pas la division dans un parti ? ce fait ne s'est-il pas produit dans le parti ouvrier, et la scission qui existe aujourd'hui n'est-elle pas produite par l'ambition d'individualités ? que voulez-vous, dit-il, que nous pensions de vous qui avez été des premiers à préconiser la révolution et qui aujourd'hui remplissez les colonnes du *Prolétaire* et de l'*Égalité* d'accusations les plus monstrueuses.

Oui, c'est le suffrage universel qui vous divise parce qu'il n'y a pas assez de situations supérieures pour vous occuper tous et vous vous disputez pour conquérir ces situations. Vous ne discutez pas cela, vous préférez, dans des citations, démontrer l'utilité d'une autorité, et vous citez les grévistes de Roanne avec leur commission de 22 membres : quelle différence entre une commission chargée de recueillir des fonds, de se rendre auprès des patrons, ayant un mandat déterminé toujours révocable avec l'autorité gouvernementale que rêve le citoyen Guesde, avec cette autorité siégeant à Paris, rayonnant partout. La masse ouvrière révolutionnaire n'existe plus ! chaque ouvrier n'est plus qu'une molécule d'un corps dont la tête est à Paris. Vous Lyonnais, vous vous croisez les bras, vous attendez des ordres. Les Trades-Union que le citoyen Guesde donne comme exemple, ne sont-elles pas une preuve flagrante de ce que peut produire une organisation autoritaire ? On achète la tête, et le corps qui suit n'existe plus.

Le Parti socialiste allemand ne se désagrège-t-il pas tous les jours, par suite des tiraillements de ses chefs ? Vous nous reprochez que notre propagande est inutile, et cela à Lyon, où nous avons réussi à faire paraître un organe Révolutionnaire, où nous avons à peu près rendu indiscutable la nécessité de l'emploi de la force, près de Villefranche où la Fédération révolutionnaire a constitué 4 ou 5 groupes, prêts à faire la révolution, et cela nous l'avons fait sans ordre, sans chefs, comme nous le ferons le jour de la révolution, car dès aujourd'hui nous démontrons à l'ouvrier la nécessité de prendre l'outil, au paysan de prendre la terre, et quand le moment sera venu, d'un commun accord nous détruirons la société actuelle, non pas parce que on nous commandera de le faire, mais parce que nous sommes d'accord pour établir le communisme anarchiste, qui est notre but, comme l'insurrection est notre moyen.

Des applaudissements à peu près unanimes démontrent que le règne de l'autorité est terminé dans l'esprit des travailleurs.

La séance est levée à 11 heures.

Le dimanche à 10 heures du matin, une nouvelle réunion avait lieu à la Croix-Rousse, 150 personnes avaient répondu à l'appel du parti ouvrier, les citoyens Guesde et Brugnot se sont abstenus de parler du suffrage universel et ont surtout combattu l'exploitation capitaliste, sur ce terrain nous sommes d'accord.

Marseille, 5 mars 1882.

Compagnons,

Pour venir en aide à nos frères de Bessèges, Molières et Roanne, révoltés contre l'exploitation bourgeoise, la fédération économique des syndicats de Marseille, a fait l'appel suivant aux travailleurs.

APPEL aux travailleurs pour soutenir les grèves de Bessèges, Molière et Roanne.

La fédération marseillaise des chambres syndicales ouvrières, après examen des grèves de Bessèges, Molière et Roanne, a décidé de faire un appel pressant à tous les travailleurs, pour venir en aide à leurs frères en lutte contre l'exploitation.

Point n'est besoin de vous décrire les souffrances qu'endurent nos frères dans ces grands centres houillers et industriels, où les compagnies règnent en maîtresses absolues, soit dans la mine soit au foyer familial.

Exemple : Dans les houillères de Bessèges, Molière, Grand-Combe, etc., après quatorze heures passées dans les entrailles de la terre, lorsqu'ils se croyaient libres au dehors, il faut encore aller aux magasins que détiennent ces compagnies d'actionnaires, pour acheter de quoi se nourrir et vêtir. C'est l'exploitation féodale en grand. C'est contre elle qu'ils ont à lutter, et contre elle que nous lutterons dans un avenir prochain ; car, la concurrence que fait la grande industrie contre la petite aura bientôt raison de cette dernière, pour ne laisser derrière que des capitalistes d'un côté et des exploités de l'autre.

Lorsque nous voudrons alors nous relever contre cet abus, et réclamer au moins le droit de vivre en travaillant, on nous mettra dehors de l'atelier, sans nous demander si nous avons encore du pain pour le lendemain.

C'est ce qui se passe à Roanne ; les ouvriers de l'usine Chabrier se sont déclarés en grève. Immédiatement les autres usines ont fermé pour empêcher que les travailleurs de ces dernières portassent secours à leurs frères, en prélevant une petite économie sur leur salaire. Il a suffi de onze exploiteurs pour affamer 3,000 travailleurs. N'oubliez pas surtout étant donné les perfectionnements quotidiens des moyens de production, les capitalistes peuvent attendre quelques jours et même des mois, pendant que l'ouvrier meurt de faim ; lorsque l'usine était en activité, on a triplé, quadruplé et même quintuplé la production, sans pour cela consommer davantage.

Et pendant qu'à Bessèges et Molière on semble décidé à imiter les massacres de la Ricamarie et Aubin, pour forcer les ouvriers à reprendre le travail le gouvernement n'intervient pas contre les onze patrons, qui affament toute une population.

La coalition des patrons est permise, mais non celle des ouvriers.

Voilà contre quoi nos frères luttent, à nous de les secourir. Pensez à leur famille, femme et enfants. Songez aux victimes que font les capitalistes après ces escarmouches connues sous le nom de grèves qui ne sont que les préludes de la rénovation sociale : l'affranchissement du travail.

Secourez donc vos frères en souffrance autant qu'il vous sera possible, jusqu'au jour où groupés et unis, lorsque la société bourgeoise aura écœuré l'humanité, nous puissions d'un élan voir s'installer le règne définitif de la justice sociale.

Ce manifeste, tiré à grand nombre d'exemplaires a été affiché sur les murs de la ville. Il a produit un effet moral magnifique. Parmi les groupes de lecteurs on entendait sourdre la colère contre les exploiteurs. Combien des placards de ce genre font plus de mal à la bourgeoisie que toute la kyrielle de ceux que l'on affiche pendant la période électorale.

L'instinct de la masse ne la trompe pas. Le peuple, quand il ne s'explique pas clairement, devine que c'est sur le terrain économique que doit porter l'attaque contre la bourgeoisie.

Nos dirigeants le savent, eux. Aussi ces grèves ne leur sont-elles pas de bon augure. Elles leur ont donné l'occasion de connaître jusqu'à quel point ils peuvent encore compter sur l'armée pour mitrailler le peuple ; aux cris de vive la Révolution sociale, à bas les officiers, vive l'armée, poussés par les grévistes : l'armée a répondu, timidement, peut-être, mais elle a répondu quand même : vive le peuple, vive la grève.

Nous ne nous faisons certes aucune illusion sur le concours que peut encore prêter l'armée à nos exploiteurs et gouvernants. Mais nous croyons pouvoir affirmer que, de leur côté, ces derniers ne doivent pas être trop rassurés.

Continuez, messieurs les exploiteurs ! mais sachez que le peuple marche à grands pas vers son émancipation : tout fait présager une prochaine révolution, et ce jour-là, nous ne ferons pas de quartier. Nous vengerons les assassinés des journées de mai 1871.

Nous, les opprimés d'aujourd'hui, en nous vengeant, nous vengerons aussi les opprimés des temps passés. Ce sera terrible alors.

ALEXANDRE TRESSAU.

Programme du groupe communiste anarchiste l'Alarme, et du comité exécutif révolutionnaire de propagande la Trique.

Les compagnons faisant partie du groupe de l'*Alarme* et du comité exécutif la *Trique*, déclarent n'accepter ni statuts ni règlement ni présidence, etc., qu'ils considèrent comme étant des autorités réelles.

Notre but « Égalité sociale » de chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins. — L'homme étant sur la terre pour vivre, doit avoir tout ce qui est nécessaire à l'existence. — En ces temps-ci l'homme n'a absolument rien pour la vie. L'humanité est divisée en deux camps, le camp exploiteur, le camp exploité. L'un a de trop ce que l'autre a de moins. — L'un trop pour vivre, l'autre pas assez. L'un trop de jouissance, l'autre trop de souffrance. — Nous sommes du côté des exploités, et nous ne voulons plus souffrir, nous voulons avoir notre place au soleil, au banquet de la vie.

Nous parlons au nom de ceux qui souffrent. — Nous voulons que les hommes soient libres et égaux, que la liberté et l'égalité soient sur la terre sans bornes comme l'immensité. — Pour atteindre notre but, il nous faut renverser tout ce qui existe d'inique dans la société, et tout ce qu'il y a d'autorité.

C'est tout ! c'est un cataclysme épouvantable que nous voulons, et il le faut absolument pour transformer notre société esclave et sauvage en une société civilisée, égalitaire, et libertaire. — Donc, il faut que les exploités frappent jusqu'à la mort leurs exploiteurs ! Il nous faut vaincre ou mourir.

Nous ne participerons jamais au vote, n'acceptant pas le suffrage universel comme moyen de lutte et de propagande car nous sommes entièrement convaincus, — ayant l'histoire pour nous — qu'il ne fera jamais rien pour l'émancipation prolétarienne.

Nous devons toujours être en révolte ouverte contre les oppresseurs, jusqu'à ce que nous ayons atteint notre but jusqu'à ce que enfin, nous ayons conquis l'aide pour l'existence.

Mort aux exploiteurs.
Vive la Révolution sociale !!!

St-Chamond, le 5 mars 1882.

Citoyen,

Veuillez insérer dans le journal le *Droit Social,* le banquet qui aura lieu le 18 mars 1882, en l'honneur de l'anniversaire de la commune, au siège social de notre cercle, place Notre-Dame, 3.

Le Secrétaire correspondant,
RELAVE.

Cercle d'études sociales, les opprimés d'Annonay.

Dorénavant toutes les communications concernant le cercle, doivent être adressées au Compagnon J. Boissy, rue de la Réforme, 5, Annonay (Ardèche).

Saint-Denis, 21 février 1882.

Compagnons,

Le cercle d'études sociales et d'actions politiques, les Travailleurs de St-Denis, vous prie de vouloir bien insérer dans votre prochain numéro la communication suivante :

Le 19 février avait lieu, à Saint-Denis, une conférence organisée par le groupe de la libre-pensée, titre : les Amis du Progrès, présidée par M. Beauquier, député de Besançon, assisté de MM. Lepelletier et Émile Richard, comme orateurs.

De la conférence, nous n'en dirons rien, ce que nous désirons seulement, c'est faire connaître à nos amis les travailleurs entichés de l'engeance gouvernementale bourgeoise, ce qu'ils peuvent attendre de ces hommes qui, pour accepter leurs suffrages, leur promettent des réformes qu'eux seuls, disent-ils, peuvent faire ! sans compter les caisses de retraites et de secours aux vieillards et infirmes, etc., autant de mensonges vite oubliés par ceux qui les ont faits, lorsque ceux-ci sont arrivés au capitole.

Voici le fait :

Le Cercle des Travailleurs de St-Denis avait délégué trois de ses membres pour assister à la susdite conférence et leur avait donné mission, au cas où les organisateurs n'en présenteraient pas en ce sens (ce qui eut lieu), de faire parvenir au bureau la proposition suivante :

Considérant la situation faite par la coalition patronale aux tisseurs de Roanne ;

Considérant la solidarité qui doit unir tous les exploités ;

Le Cercle des Travailleurs de Saint-Denis propose qu'il soit fait une collecte à la sortie pour venir en aide à nos amis les grévistes.

Lorsque cette proposition fut apportée au bureau par le citoyen Lefèvre, le député Beauquier s'empressa de demander si elle émanait du groupe organisateur ; sur la réponse négative d'un citoyen de ce groupe, il proposa à ses collègues de la mettre aux choux (textuel), ce qui fut fait.

Répondant ensuite à nos délégués, mécontents de ce procédé, M. Lepelletier déclara qu'il faisait une conférence pour la libre-pensée et non pour les grévistes.

Cette action quant à nous, socialistes, ne nous étonne point, mais quelle leçon pour les prolétaires de Besançon et du 6e arrondissement de Paris qui ont eu la naïveté de donner leur *veto* à ces bourgeois lors des élections du 21 août dernier ; quelle leçon pour les meurt-de-faim qui se sont laissé piper par les beaux discours de ces jésuites et surtout quel exemple pour ceux qui sont encore disposés à servir de marchepied à ces insatiables bourgeois qui promettent tant et ne donnent jamais rien.

M. Lepelletier, vous n'êtes pas habile politicien, il eût été préférable d'attendre votre élévation au Palais-Bourbon ou au Luxembourg pour faire cette réponse qui pourra vous nuire, que dis-je, servir à vous fustiger lorsque vous essaierez encore de piper Grosjean.

À vous et à la révolution.

Pour le Cercle et par ordre :
Le Secrétaire correspondant,
LOUICHE.

Bordeaux, le 27 février 1882.

Compagnons rédacteurs du *Droit social.*

Le groupe révolutionnaire anarchiste vient de recevoir de la commission exécutive de la grève des cordonniers de Lyon, une communication exposant succinctement la triste situation de la corporation et réclamant notre concours moral dans l'organisation en attendant notre concours matériel le jour de la lutte.

Dernièrement nous adressions à nos camarades en grève, de Villefranche, la communication ci-dessous, qu'aujourd'hui nous envoyons à la commission exécutive de la grève des cordonniers en réponse à leur appel.

> Citoyens,
>
> Nous comprenons le généreux dévouement qui vous porte à vous adresser à nous et notre cœur saigne aussi devant le malheur immérité de ces 250 victimes du capital, mais toute poignante que soit leur situation, nous avons le regret de ne pouvoir répondre à l'appel de souscription que vous nous faites pour leur venir en aide.
>
> Nous obéissons en cela, à un principe anarchique que nous nous faisons le devoir de sauvegarder dans la pratique aussi bien qu'en théorie.
>
> La grève, en dépit des arguments pour ou contre, est une chose inévitable dans l'état social actuel et tend forcément à devenir plus fréquente, mais, tout en préparant la ruine du patronat, n'améliorera pas la situation des travailleurs. Il n'est plus à démontrer qu'une corporation, eût-elle gain de cause par le moyen de la grève, sera dans l'obligation de la recommencer demain par suite de la hausse immédiate que les exploiteurs ne manqueront pas de faire subir aux objets produits par leurs exploités, ce qui ramènera ceux-ci au même point de départ en les faisant tourner sans cesse dans les geôles capitalistes.
>
> Ce n'est pas, croyez-le bien, sans un grand serrement de cœur, que nous nous exposons, si nous n'étions compris de vous, à être accusés de faillir au principe

de solidarité qui doit unir tous les travailleurs. Mais, en laissant réduits à leurs propres ressources, ceux des nôtres qui ont combattu par la grève, nous estimons servir mieux la Révolution, car il est indispensable que nous apprenions à nos dépens, au péril même de notre existence, combien est décevante l'illusion que nous nous faisons de croire améliorer notre sort au moyen de la grève seulement. Il faut que les travailleurs comprennent au plus vite que ce n'est pas par une augmentation plus ou moins forte de leur salaire que la question sera tranchée, mais bien par la suppression du salariat lui-même.

On ne saurait trop le répéter, la grève, même victorieuse, n'améliorera en rien la situation des travailleurs, mais nous en sommes partisans, parce que la grève vient augmenter la somme de révolte, prélude de la Révolution sociale. De plus, l'histoire des peuples le démontre, comme chaque semblant de succès ne fait qu'affaiblir l'idée de revendications parmi les déshérités, nous sommes d'avis que l'excès du mal peut produire les grandes secousses d'où jaillira la justice sociale, égalitaire.

Dans ces luttes permanentes pour l'existence, dans cette guerre à outrance contre l'exploitation de l'homme par l'homme, nous pouvons, à notre tour, dans nos corporations respectives, nous trouver dans la même nécessité et être débordés dans cet ordre d'idées. Puissions-nous, alors, parmi les combattants vaincus aujourd'hui, en trouver qui nous tinssent le même langage. C'est avec bonheur que nous nous verrions suivis dans cette marche progressive de la Révolution.

ÉGALITÉ ET RÉVOLUTION !

Le groupe anarchiste du 5e canton.

Troyes. — Depuis la conférence de la citoyenne Paule Minck, à Troyes (Aube), l'opinion des prolétaires se manifeste avec une remarquable rapidité en faveur du socialisme franchement révolutionnaire, et nous avons des motifs, pour espérer que le jour est proche où les ouvriers de notre ville comprendront la nécessité pour eux de se grouper, afin d'étudier et de propager les idées de rénovation sociale, s'ils veulent enfin sortir de l'ornière où la défectueuse organisation gouvernementale les tient encore embourbés.

H.

Groupe Anarchiste Révolutionnaire « La Torche »

Paris, 20 février 1882.

Compagnons du *Droit social.*

Au nom du groupe la *Torche*, salut et Révolution, courage et persévérance, étant comme vous, prêts pour la lutte, nous serons sans pitié pour les vampires de l'humanité, et nous serons les premiers à marcher contre les dirigeants de la société actuelle, c'est-à-dire : le pouvoir. Oui compagnons, nous sommes las de souffrir, c'est pourquoi nous voulons l'Égalité sociale, c'est-à-dire, place pour tous au banquet de la vie, plus d'exploiteurs suçant notre sueur journalière, il faut que nous soyons égaux devant la nature, devant le martyrologe plébéien. Pas de pitié.

Vive la Révolution sociale.

À bas le suffrage universel.

Le secrétaire correspondant,
Lurdet fils.

Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Mouvement socialiste (12 mars 1882)
12 mars 1882

extrait le 11 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°5 du *Droit social Le Droit social*, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l'histoire de France.

bibliotheque-anarchiste.com